



Perspectives professionnelles

BACCALAURÉAT EN SCIENCE POLITIQUE

MISE EN GARDE

Les perspectives sont des prévisions basées sur l'analyse des tendances observées sur le marché du travail. Nous vous invitons à les utiliser avec prudence et à bonifier votre recherche d'information à l'aide d'autres sources crédibles.

Révisé :
Septembre 2017

PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES

FACULTÉ : SCIENCE POLITIQUE ET DROIT

PROGRAMME : SCIENCE POLITIQUE

CONCENTRATIONS : ADMINISTRATION PUBLIQUE ET POLITIQUES PUBLIQUES –
ANALYSE POLITIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES

INSERTION PROFESSIONNELLE

- Selon l'enquête « La Relance à l'université » du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (2013) auprès des diplômés des programmes en science politique :
 - 40 % des répondants occupaient un emploi, dont 86 % à temps plein.
 - 55 % poursuivaient des études.
- Selon l'enquête effectuée auprès des diplômés du baccalauréat en science politique entre 2009-2010 et 2012-2013 du Service de planification académique et de recherche institutionnelle de l'UQAM :
 - 56 % de ceux choisissant de poursuivre leurs études à la maîtrise en science politique se trouvaient sur le marché du travail (dont 95 % dans un emploi à temps plein) et 24 % aux études.
- En fin d'exercice financier 2014-2015, l'effectif de la fonction publique québécoise (59 300 en équivalent temps complet – ETC – au total) était réparti, outre l'Assemblée nationale, entre 21 ministères et 67 organismes, dans l'ensemble des régions du Québec (Secrétariat du Conseil du trésor, gouvernement du Québec, 2015).
- Les perspectives 2012-2021 du marché du travail d'Emploi-Québec révèlent que la croissance de l'emploi du côté des services gouvernementaux sera comparable à la moyenne (0,6 % par année) : 54 000 nouveaux emplois seront créés dans les professions du domaine des sciences sociales, de l'enseignement et de l'administration publique.
- Selon les données de l'« Enquête nationale auprès des ménages » (Emploi-Avenir Québec, 2011) portant sur les membres des corps législatifs :
 - 71 % exerçaient leurs fonctions au sein de l'administration publique locale
 - 12 % dans l'administration publique provinciale
 - 10 % dans l'administration publique fédérale
- Les perspectives d'emploi dans cette profession sont indéterminées. En effet, le mode d'accès à cette profession, soit par des élections, ne permet pas une évaluation fiable des perspectives en fonction de l'analyse de la demande par rapport à l'offre de main-d'œuvre.
- Toujours selon les données de l'« Enquête nationale auprès des ménages » (Emploi-Avenir Québec, 2011) portant sur les autres autres professionnels des sciences sociales (comprenant les anthropologues, archéologues, criminologues, géographes, gérontologues, historiens, linguistes, politicologues, psychométriciens, sociologues) :
 - 42 % travaillaient dans l'administration publique
 - 23 % dans les services professionnels, scientifiques et techniques
 - 10 % dans le secteur de santé et de l'assistance sociale

- 6 % dans les services d'enseignement

On les retrouve également dans d'autres secteurs, par exemple les associations, les musées, etc.

- La proportion de professionnels (comprenant les anthropologues, archéologues, criminologues, géographes, gérontologues, historiens, linguistes, politicologues, psychométriciens, sociologues) âgés de 55 ans et plus était en 2011 un peu plus élevée que dans l'ensemble des professions (22 % par rapport à 18 %, selon les données de l'« Enquête nationale auprès des ménages »). Des perspectives d'insertion proviendront ainsi des postes qui seront libérés par les professionnels qui prendront leur retraite (Emploi-Avenir Québec).
- Au cours des prochaines années, l'évolution des pratiques de gestion en matière d'évaluation quantitative des politiques gouvernementales devrait stimuler la demande de travaux de mesures d'impacts sociaux (Emploi-Avenir Québec).
- Du côté du secteur privé, les anthropologues, archéologues, criminologues, géographes, gérontologues, historiens, linguistes, politicologues, psychométriciens et sociologues tireront profit de la législation et de la sensibilisation accrue du public sur les impacts environnementaux, économiques, sociaux et culturels des grands projets industriels et gouvernementaux.

Dans ce type de travaux, ils s'intègrent à des équipes multidisciplinaires comprenant, entre autres, des ingénieurs, urbanistes, architectes, économistes, cartographes et analystes financiers (Emploi-Avenir Québec).

- Compte tenu de l'ensemble de ces facteurs, Emploi-Avenir Québec prévoit que leur nombre augmentera légèrement au cours des prochaines années.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- Associations
- Enseignement collégial ou universitaire
- Entreprises de services
- Fonction publique (ex. : Directeur général des élections du Québec, ambassades, consulats, délégations, hauts-commissariats, bureaux commerciaux)
- Groupes d'intérêt public
- Maisons d'édition et éditeurs de journaux, de périodiques et de revues
- Maison de sondages
- Municipalités
- Organisations internationales, de coopération internationale, non gouvernementales et organismes à but non lucratif (ex. : Organisation des Nations Unies, Organisation de coopération et de développement économiques, UNESCO, UNICEF, Organisation mondiale de la Santé, Organisation internationale du travail, Amnistie internationale, etc.)
- Organisations politiques provinciales et fédérales
- Organisations syndicales
- Organismes communautaires
- Radiodiffuseurs et télédiffuseurs
- Sociétés d'aide au développement des collectivités
- Sociétés d'État

PROFESSIONS LIÉES AU DOMAINE

- Adjointe, adjoint aux affaires politiques
- Administratrice municipale, administrateur municipal
- Agente, agent d'information et de recherche
- Agente, agent de statistiques
- Agente, agent des visas

- Analyste politique
- Attachée, attaché de presse
- Attachée, attaché politique
- Chroniqueuse, chroniqueur, rédactrice, rédacteur politique
- Commissaire
- Conseillère, conseiller aux affaires étrangères et en commerce international
- Conseillère, conseiller en affaires publiques
- Conseillère municipale, conseiller municipal
- Conseillère, conseiller politique
- Correspondante, correspondant parlementaire
- Députée, député
- Directrice, directeur (MRC, services gouvernementaux, etc.)
- Directrice, directeur de campagne
- Directrice, directeur de la planification des élections
- Directrice, directeur des services communautaires
- Directrice, directeur du scrutin
- Documentaliste
- Gouverneure, gouverneur, lieutenant-gouverneure, lieutenant-gouverneur
- Lobbyiste (ex. : aux affaires autochtones, à la condition féminine, etc.)
- Mairesse, maire
- Ministre, sous-ministre, sous-ministre adjointe, adjoint
- Présidente, président de commission
- Rechercheur
- Sénatrice, sénateur
- Sondeuse, sondeur
- Stratège politique

Le personnel des missions canadiennes se divise en 2 catégories : les personnes employées au Canada (diplomates) et celles recrutées et employées sur place. Les diplomates canadiens sont recrutés par le gouvernement fédéral; il s'agit d'agents permutants qui ont le statut diplomatique lors d'affectations à l'étranger.

EXEMPLES DE TÂCHES SPÉCIFIQUES

Membre des corps législatifs

- Promulguer, modifier et abroger des lois, ordonnances et règlements.
- Participer au développement ou à la modification de politiques, programmes ou procédures du gouvernement.
- Représenter le gouvernement aux réunions et aux conférences régionales, nationales et internationales.
- Répondre aux questions d'intérêt du corps électoral ou du public.
- Agir, s'il y a lieu, comme responsable de ministères gouvernementaux et diriger les cadres et les officiers supérieurs des administrations publiques dans la mise en application des politiques gouvernementales et la gestion du ministère.

Source : Emploi-Québec

Politologue

- Effectuer des recherches dans divers domaines : analyse des politiques, administrations publiques, partis politiques, relations internationales, opinion publique, etc.
- Étudier et analyser les institutions, les traditions politiques contemporaines et l'État.

- Consulter la documentation pertinente afin de recueillir des données de recherche.
- Analyser les renseignements recueillis, en faire la synthèse et l'interprétation.
- Faire part de ses constatations et conclusions aux partis politiques, aux organismes et aux entreprises qui peuvent les utiliser.
- Conseiller les fonctionnaires et les dirigeants sur les stratégies et les décisions appropriées.
- Collaborer à des sondages d'opinion publique sur des questions politiques et en interpréter les résultats.
- Commenter l'actualité politique, municipale, provinciale, nationale ou étrangère.
- Publier le résultat de ses recherches sous forme de livres, d'articles ou de rapports de recherche.

Source : REPÈRES, l'outil officiel en information scolaire et professionnelle

Agente, agent de projets d'aide et de développement internationaux

- Planifier, organiser et administrer les politiques et les programmes d'aide à l'étranger et de développement international.

Source : Emploi-Québec

CARACTÉRISTIQUES DU PROGRAMME FAVORISANT L'INSERTION PROFESSIONNELLE

- L'UQAM est la seule université francophone à Montréal à offrir un programme qui regroupe les différentes facettes de la science politique en 3 concentrations.
- Le programme est axé sur une formation fondamentale en science politique qui prépare aux études de cycles supérieurs tout en donnant accès à différents types d'emplois dès la fin du baccalauréat.
- Les étudiants peuvent réaliser un stage crédité de 120 ou 480 heures dans le cadre du programme.
- Ils ont accès à des postes d'auxiliaire de recherche durant leur formation, notamment au [Centre d'études sur le droit international et la mondialisation](#) (CÉDIM), au [Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité](#) (CEPES) ou au [Groupe de recherche sur l'intégration continentale](#) (GRIC).
- Il est possible pour les étudiants de réaliser des études à l'étranger dans plus de 30 pays, grâce à des ententes avec des universités des États-Unis, d'Europe et d'Amérique latine.
- Dans le cadre d'une activité de synthèse, les étudiants peuvent réaliser différents projets, comme la participation à la Simulation des Nations Unies à New York. La délégation de l'UQAM a atteint la plus haute marche du podium à plusieurs reprises au cours des dernières années.
- Chaque année, diverses activités s'organisent pour favoriser des échanges liés aux préoccupations ainsi qu'aux projets d'études et de carrière des étudiants. Elles visent à développer des compétences prisées par les employeurs (ex. : travail d'équipe, prise de décision, planification, organisation) et à rencontrer des personnes-ressources pouvant les renseigner sur le marché du travail.

- Le Centre de développement professionnel (CDP, Faculté de science politique et de droit de l'UQAM) est le lieu de rencontre entre le milieu professionnel et l'Université. Il a pour mandat d'accompagner les étudiants dans leur cheminement de carrière.

Chaque année, le CDP élabore un programme d'activités diverses qui comporte notamment des conférences, ateliers pratiques, visites de milieux de travail ou d'organismes et activités de réseautage.

PERSPECTIVES SALARIALES

Selon l'étude « Le marché du travail et de l'emploi au Québec – Perspectives d'emploi par profession 2013-2017 » et le site Information sur le marché du travail (IMT) d'Emploi-Québec, le revenu annuel des professions suivantes qui ont un lien avec le baccalauréat en science politique s'établissait ainsi :

| Professions | Emplois estimés ¹ | Revenu annuel ² | Perspectives |
|--|------------------------------|----------------------------|--------------|
| Membre des corps législatifs | 1 500 | 62 000 \$ | Non publiées |
| Rechercheuse, experte-conseil, expert-conseil, agente, agent de programmes en politiques sociales | 8 000 | 58 000 \$ | Acceptables |
| Autre professionnelle, professionnel en sciences sociales (comprend les politicologues) | 2 000 | 61 000 \$ | Non publiées |
| Directrice, directeur des services sociaux, communautaires et correctionnels | 6 000 | 57 000 \$ | Favorables |
| Enseignante, enseignant au collégial ³ et autre instructrice, instructeur de programmes de perfectionnement | 37 000 | 63 000 \$ | Favorables |
| Professeure, professeur et chargée, chargé de cours au niveau universitaire ⁴ | 15 000 | 100 000 \$ | Favorables |

1. Nombre d'emplois estimé en 2012

2. Revenu annuel moyen d'emplois à temps plein en 2010

3. Forte demande dans ce secteur : un diplôme de 2^e cycle est souvent exigé pour enseigner au collégial.

4. Des études de 3^e cycle sont exigées pour les professeurs à l'université.

Selon REPÈRES, le salaire annuel moyen des professions suivantes qui ont un lien avec le baccalauréat en science politique s'établissait ainsi :

| Professions | Salaire minimum moyen | Salaire maximum moyen | En date de |
|---------------------------|-----------------------|-----------------------|------------|
| Chroniqueuse, chroniqueur | 38 000 \$ à 42 999 \$ | 85 000 \$ à 99 999 \$ | 2017 |
| Politicologue | 33 000 \$ à 37 999 \$ | 85 000 \$ à 99 999 \$ | 2016 |

Note : Le taux horaire est généralement moins élevé en début de carrière.

Selon les données du site IMT d'Emploi-Québec, le salaire horaire moyen (2014-2016) des professionnels des sciences sociales, soit les anthropologues, archéologues, géographes, historiens, linguistes, politicologues, sociologues et autres professionnels des sciences sociales, qui ont un lien avec le baccalauréat en science politique s'établissait ainsi :

| | |
|----------------------------|----------|
| Minimum¹ | 17,38 \$ |
| Médian² | 27 \$ |
| Maximum³ | 48,08 \$ |

1. Le salaire minimum correspond au 1^{er} décile. Cette valeur est un bon indice des salaires d'entrée sur le marché du travail.
2. Valeur qui divise en 2 parties égales la population en emploi, c'est-à-dire que la moitié a un salaire inférieur au salaire horaire médian et l'autre moitié, un salaire supérieur.
3. Valeur qui sépare les 90 % des personnes en emploi dont les salaires horaires sont les plus faibles des 10 % des personnes en emploi dont les salaires horaires sont les plus élevés. Cette valeur est un bon indice des salaires les plus élevés dans la profession.

ATOUTS RECHERCHÉS PAR LES EMPLOYEURS

- Concernant la profession de politicologue, bien que le diplôme de baccalauréat permette d'accéder au marché du travail, l'obtention d'une maîtrise est préférable (REPÈRES).
- Un diplôme d'études de 2^e cycle est souvent exigé pour accéder à des postes dans la fonction publique ou en tant que diplomate (Emploi-Avenir Québec). Certains diplômés opteront pour une formation spécialisée comme la maîtrise en science politique ou en droit.
- Une maîtrise dans le domaine des sciences sociales, dans une discipline connexe ou en administration des affaires peut être exigée pour les chercheurs, experts-conseils et agents de programmes en politiques sociales.
- Une maîtrise en sciences sociales ou dans une discipline de l'administration et plusieurs années d'expérience dans un poste connexe (ex. : travailleurs des services sociaux et communautaires, chercheurs en politiques sociales, conseillers ou agents de programme, agents de probation ou de libération conditionnelle) sont habituellement exigées pour diriger des services sociaux, communautaires et correctionnels.
- Selon Emploi-Québec, pour exercer la profession de gestionnaire de la fonction publique, plusieurs années d'expérience en élaboration de politiques gouvernementales, en recherche ou en administration de programmes ou dans une profession reliée aux sciences sociales, au droit ou à l'administration des affaires sont habituellement exigées.
- La maîtrise peut être exigée pour enseigner au cégep. De plus, le doctorat est exigé pour enseigner à l'université (REPÈRES).

SOURCES ET LIENS UTILES

- [Affaires mondiales Canada](#) :
 - [Carrières](#)
 - [Une journée dans la vie d'un agent de développement international](#)
 - [Trouver un emploi en développement international](#)
- [Assemblée nationale du Québec](#)
- [Association canadienne pour les Nations Unies](#)
- [Association d'économie politique du Québec](#)
- [Association des politicologues du Québec](#)
- [Bénévolat d'affaires](#)
- [Bureau du Conseil privé du Canada](#)
- [Cabinet du premier ministre du Canada](#)
- [Cabinet du premier ministre du Québec](#)

- Centre de développement professionnel, Faculté de science politique et de droit de l'UQAM
- Comité sectoriel de main-d'œuvre en économie sociale et action communautaire (CSMO-ÉSAC)
- Conseil de réglementation des consultants en immigration du Canada
- Conseil des Communes et Régions d'Europe
- Conseil municipal de Québec
- Département de science politique de l'UQAM
- Directeur général des élections du Québec
- Élections Canada : information sur le système électoral canadien
- Emploi-Avenir Québec
- Emploi-Québec :
 - Information sur le marché du travail (IMT)
 - Les chiffres clés de l'emploi au Québec, édition 2015
 - Le marché du travail au Québec – Perspectives d'emploi par profession 2013-2017
 - Le marché du travail et de l'emploi par industrie au Québec – Perspectives à moyen (2013-2017) et à long termes (2013-2022)
 - Le marché du travail au Québec – Perspectives à long terme 2012-2021
- Fédération des cégeps
- Gouvernement du Canada : Recrutement de leaders en politique
- Institut d'études internationales de Montréal
- LANGLOIS, Jacques. *Le guide 2012-2013 des professions*, Saint-Laurent, Éditions du renouveau pédagogique, 2011, 351 p.
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur : [Enquêtes Relance](#)
- Ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec
- Ministère du Conseil exécutif du Québec
- Organisation des Nations Unies (ONU)
- Parlement du Canada
- Parlement français
- Parlement Jeunesse du Québec
- REPÈRES, l'outil officiel en information scolaire et professionnelle
- Représentations du Québec à l'étranger
- Réseau de l'action bénévole du Québec (implication bénévole et répertoire d'organismes)
- Secrétariat du Conseil du trésor du Québec : [L'effectif de la fonction publique du Québec 2014-2015 : faits saillants](#)
- Service de planification académique et de recherche institutionnelle de l'UQAM.
« Enquête auprès des diplômés de l'UQAM », données internes, 2015.
- Société québécoise de science politique
- United Kingdom Parliament
- U.S. Congress